

AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

P.10 INTERVIEW DE EDOH KOSSI AMENOUNVE

P.11 LA RSE COMME LEVIER DE PERFORMANCE
POUR LES PME AFRICAINES

Addax Petroleum est une communauté de professionnels d'horizons culturels divers qui fondent leurs relations de travail sur le respect et la confiance. Présente au Gabon depuis 10 ans, Addax Petroleum ancre les fondements de sa culture d'entreprise dans la diversité de ses ressources humaines.

Le Gabon est bien connu pour la richesse de sa culture. En tant qu'organisation multinationale, l'empreinte locale de notre présence doit aussi transparaître dans notre contribution à la préservation des patrimoines naturel et culturel de notre pays d'accueil.

Au-delà de la promotion, le soutien aux activités culturelles est essentiel pour entretenir la mémoire des savoir-faire et valoriser l'action de ceux qui la perpétuent.

Nous croyons en la capacité du secteur culturel à créer de la valeur. La culture est un gisement intarissable et une richesse durable.

Addax Petroleum soutient le développement des activités culturelles au Gabon

www.addaxpetroleum.com



- 2013
Implantation à Aberdeen, Royaume-Uni
- 2012
Expansion en mer du Nord
- 2012
Implantation à Houston, États-Unis
- 2011
Acquisition de Pecten, filiale exploration et production de Shell dans l'offshore camerounais
- 2009
Acquisition par Sinopec
- 1998 – 2005
Expansion au Nigeria, au Cameroun, au Gabon et dans le Kurdistan irakien
- 1994
Création d'Addax Petroleum

Chaque étape fait une différence et la différence fait notre force



EDITO

Cap sur Maurice

Les 20 et 21 février 2017, Port-Louis, la capitale de Maurice, accueillera la première édition de l'**AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM**. Ce Forum qui se veut fondamentalement utile pour les entreprises africaines en matière d'Engagement Sociétal, concerne les Décideurs que vous êtes.

En effet, vos entreprises y sont conviées afin de créer une plateforme d'échanges concrets sur les objectifs clés du Forum: démontrer et promouvoir l'importance de l'Engagement Sociétal; inspirer les entreprises en matière de "best practices" sociétales; susciter des partenariats pour des actions sociétales pérennes; créer des opportunités de financement liées à la promotion de la RSE; encourager les PME et Start-up africaines à devenir des champions en RSE.

En participant à l'**AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM**, vous contribuerez à en faire un levier de solutions innovantes à apporter aux problématiques Environnementales, Sociétales et Économiques des différents espaces dans lesquels vous opérez.

N'hésitez pas à vous connecter sur le site du Forum www.africa-business-forpeople.com pour vous inscrire et participer à conférer des marqueurs de durabilité à l'Engagement Sociétal des entreprises africaines.

Rendez-vous à Maurice les 20 et 21 février 2017!

Bonne lecture !

SMB

LATITUDE MONDE

Rédaction :
BP : 6514 Libreville-GABON/
N° Tel : +241 04 18 96 72

Directeur de la Publication :
Stéphane Rinimba
MOUDOUTÉ-BELL

Directrice Relation Client
Mariame **SOUARÉ**

Editeur :
Stéphane Rinimba
MOUDOUTÉ-BELL

Directeur artistique :
Louison Joël Fuller
NVEME

Communication et Publicité :
Nikan Assah **KOUAKOU**

Marketing
Noémie **NKOM**

(c) 2013 Tous droits réservés
<http://www.latitudemonde.com>
Tous les logos et marques déposées sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.

Toutes personnes intéressées par une collaboration avec le Magazine Latitude Monde sont priées de nous contacter au mail suivant : contact@latitudemonde.com



SOMMAIRE



DECRYPTAGE

L' «AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM»P5



DECRYPTAGE

À LA DÉCOUVERTE DE JOKKO-LABS.....P7



DECRYPTAGE

ADDAX PETROLEUM AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ LOCALE.....P8



GUIDE POUR DECIDEURS

EDOHI KOSSI AMENOUNVE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES (BRVM).....P10



GUIDE POUR DECIDEURS

LA RSE COMME LEVIER DE PERFORMANCE POUR LES PME AFRICAINES.....P11



L'AFRIQUE DES POSSIBLES

ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA DOMOTIQUE.....P14

L' «AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM»



En 2014, une étude prospective du UN Global Compact et Accenture indiquait que plus de 60 % d'entrepreneurs africains estimaient le Développement Durable important pour la réussite future de leurs entreprises.

Ce résultat se traduit, entre autres, par la multiplication d'initiatives en responsabilité sociétale des entreprises (RSE) que connaît le continent africain avec comme corollaires, de nombreuses opportunités pour un développement durable et inclusive et l'amélioration de la performance des entreprises et celle de leur image.

Aujourd'hui, les entreprises tendent à mettre en place des démarches d'engagement sociétal qui favorisent :

- la cohésion et l'équité sociale;
- le développement socio-économique de territoires où elles sont implantées;
- l'accès de tous aux biens et services essentiels.

Encouragées, accompagnées et adaptées aux réalités locales, ces initiatives font office de leviers efficaces de développement durable.

Véritable résultante d'une concertation d'ensemble, le Forum AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM qui se déroulera les 20 et 21 février 2017 à Maurice, s'inscrit de manière certaine dans cette logique.

Il sera un événement régulier, fondamentalement utile pour les entreprises africaines en matière d'Engagement Sociétal tout en leur offrant un espace mérité de reconnaissance à forte valeur ajoutée.

Le Forum mettra l'accent sur les solutions concrètes aux nombreux défis inhérents à l'implémentation d'actions sociétales.

Il aura pour objectifs:

- DÉMONSTRER ET PROMOUVOIR L'IMPORTANCE DE L'ENGAGEMENT SOCIÉTAL POUR LES ENTREPRISES;
- INSPIRER LES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE "BEST PRACTICES" SOCIÉTALES;
- SUSCITER DES PARTENARIATS POUR DES ACTIONS SOCIÉTALES PERENNES;
- CRÉER DES OPPORTUNITÉS DE FINANCEMENT LIÉES À LA PROMOTION DE LA RSE;
- ENCOURAGER LES PME ET START-UP AFRICAINES À DEVENIR DES CHAMPIONS EN RSE.

Cette rencontre continentale est en phase avec l'appel de l'ONU relatif à la contribution du secteur privé dans la mise en oeuvre des **17 nouveaux Objectifs du Développement Durable (ODD)**.

“ *Par la multiplication d'initiatives en responsabilité sociétale des entreprises (RSE), le continent africain connaît de nombreuses opportunités pour un développement durable et inclusive et l'amélioration de la performance des entreprises et celle de leur image.* ”

En effet, face aux nombreux défis inhérents à l'atteinte des ODD à l'horizon 2030, les entreprises africaines devront y apporter des réponses efficaces. Les ODD font donc office de formidables opportunités pour le secteur privé en termes de cadres directeurs dans la structuration de leurs politiques RSE.

Par ailleurs, il est fondamental que les PME qui représentent 90% des entreprises privées du continent, puissent s'approprier la RSE.

Deux leviers pour encourager et catalyser ce processus:

- Les Fonds d'investissement qui, à travers leurs exigences élevées en matière de RSE, peuvent contribuer à diffuser des standards de haut niveau et de bonnes pratiques auprès des sociétés qu'ils financent et de leur chaîne d'approvisionnement. Ils ont également la capacité de les accompagner par du conseil et de l'assistance technique;

- Les grandes entreprises à travers leur politique de Contenu Local peuvent encourager leurs sous-traitants à participer au développement local de leurs espaces opérationnels.

L'Engagement **Latitude Monde** qui sera présenté au Forum, s'inscrit dans la même démarche. L'Engagement Latitude Monde démontrera l'ambition affichée des Grandes Entreprises africaines à promouvoir un tissu fort de PME locales à travers, entre autres, du Mentoring.

Cet événement sera majeur par son ampleur avec la participation à l'échelle continentale de:

- ▶ Grandes Entreprises;
- ▶ PME;
- ▶ Start-Up;
- ▶ Fondations d'entreprise;
- ▶ Fonds d'investissement;
- ▶ UN Global Compact;
- ▶ UNECA;
- ▶ FAO;
- ▶ PNUD;
- ▶ Agences gouvernementales.

Le format du Forum permettra, entre autres, de:

- Nouer des partenariats avec des Institutions de financement et de développement;
- Réseautage avec les leaders d'opinion et des décideurs clés;
- Partage d'expériences en matière d'Engagement Sociétal;
- Conseils d'Experts;
- Rencontres B2B;
- Adhésion à la plateforme de visibilité post-forum.

L'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY fera donc office de levier solide pour ancrer l'importance de l'Engagement Sociétal des Entreprises dans les imaginaires collectifs.

STÉPHANE MOUDOUTE-BELL,
Consultant RSE



Organisation indépendante à but non lucratif, JOKKOLABS est un écosystème de l'innovation ouverte et un cluster virtuel pour la transformation sociale basé sur une communauté organique d'entrepreneurs et un réseau de centre d'innovation.

Karim SY, Fondateur de Jokkolabs, présente cette structure basée à Dakar et pionnière dans le monde de l'entrepreneuriat et l'innovation en Afrique. (Source *Le Soleil*)

Jokkolabs...

Jokkolabs est **une initiative privée à but non lucratif**, nous avons ouvert l'un des premier espace d'innovation du continent africain le 10 octobre 2010. L'esprit vient du wolof Jikko superposition de «joxko» (donne-lui) et de «jotko» (rejoins-le), une façon de souligner la communication et le partage au sein d'un groupe. Il est important d'entreprendre autrement depuis la crise économique de 2008 et l'émergence d'une nouvelle économie mondiale.

Aussi, avec Jokkolabs nous contribuons depuis 6 ans maintenant à la construction d'un écosystème humain favorisant le partage des savoirs et des expériences sur la dynamique des biens communs, en soutenant notamment le développement des communautés professionnelles technologiques issues de la culture du libre, formant le socle de la nouvelle économie pour une prospérité partagée.

L'initiative est portée par des entrepreneurs pour des entrepreneurs, avec des entrepreneurs. Mais des entrepreneurs partageant des valeurs d'ouverture et de collaboration et un cadre de qualité (les hubs) où ils peuvent travailler, se rencontrer, collaborer, réseauter, apprendre et s'amuser.

Dans une démarche d'innovation communautaire, avec les pairs et en s'enrichissant de la diversité, nous permettons à tous de saisir les opportunités qui s'offrent à eux, de libérer leur talent et de participer activement à la vie de la communauté. Au delà de juste créer de la richesse, faire de l'argent pour eux.

Ca n'est peut être pas un hasard si nous avons ouvert le premier hub à Dakar, car Jokkolabs s'inscrit totalement dans la philosophie de Senghor invitant tous les peuples à participer au « banquet de l'Universel », à la rencontre et au carrefour du «donner et du recevoir» où chacun se sentira à l'aise parce que se sachant à la fois donneur et receveur.

Aujourd'hui, l'initiative s'est étendue pour former un réseau

d'espaces de créativité Jokkolabs en France avec 2 hubs en Ile de France et dans 8 pays africains pays : Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Gambie et Sénégal.

Jokkokids...

Les enfants sont les futurs acteurs d'un monde de plus en plus complexe, qui doivent eux aussi avoir accès aux technologies numériques (digital literacy) et à des espaces d'expression leur permettant de libérer leurs talents.

En 2050, l'Afrique constituera la 3ème population d'un monde de plus en plus connecté mais aussi de plus en plus inégal, notamment pour les usages numériques. Des millions d'enfants n'ont pas accès aux nouvelles technologies. Nous pensons à la suite de nombreux chercheurs que les enfants sont des innovateurs nés : leur proposer d'exprimer leur créativité et de développer leurs potentiels en solutionnant des problèmes par le jeu, l'expérimentation et l'expression de soi est un gain pour l'avenir collectif.

Jokkokids s'articule ainsi autour de **3 grands axes: les technologies numériques, les pratiques du faire (maker), l'expression de soi**. Le projet explore, documente et fédère les initiatives existantes pour permettre à l'enfant d'expérimenter des processus afin d'acquérir des compétences mais aussi une meilleure connaissance de soi : participer à améliorer le futur ne peut se faire en dehors du bien-être personnel. Ce projet a intéressé la fondation OSIWA qui nous soutient pour son lancement à Dakar.

Au Sénégal, nous sommes aussi à Ziguinchor en collaboration avec l'ONG "Futur Au Présent" qui fait un travail remarquable avec la maison de l'éducation qui touche plus de 200 enfants avec différents dispositifs. Nous sommes en train de nouer d'autres synergies en Afrique (Gabon, Cameroun et Mali principalement) et en France.

La dynamique projet propose de disséminer via les Kids'Lab (espaces de créativité) la démarche Jokkokids qui est de décloisonner les pratiques et les initiatives pour offrir à tous les enfants, l'opportunité de développer leur compétences pour le monde de demain.

KARIM SY,
Fondateur de Jokkolabs

AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

Libérer le potentiel RSE des Entreprises africaines



LE FORUM DES ENTREPRISES AFRICAINES
POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

20-21 FÉVRIER 2017
PORT-LOUIS - MAURICE

ADDAX PETROLEUM AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ LOCALE



La filiale gabonaise du groupe Sinopec-Addax Petroleum a fait du développement communautaire son cheval de bataille sur le terrain de la responsabilité sociale de l'entreprise.

Depuis trois ans, avec plus d'un milliard de F.CFA investis, APOGG a multiplié des initiatives portées par des projets structurants aussi bien dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la culture, de l'environnement que du bien-être social.

L'Éducation en première ligne



Conscient de l'enjeu que représente l'éducation de la jeunesse, Addax Petroleum a entrepris de promouvoir l'excellence en apportant sa contribution au secteur éducatif local.

Trois axes caractérisent son engagement, couvrant les cycles primaire, secondaire et universitaire. A chaque cycle correspond une approche bien ciblée permettant à la fois d'apporter une assistance sous forme d'équipements et fournitures scolaires, construction d'infrastructures ou accueil d'étudiants pour des stages de fin cycle ou de perfectionnement.

C'est dans ce cadre que depuis 2013, en s'appuyant sur son fonds d'investissement social (FIS) et le Fonds contractuel de développement communautaire (FDCL), l'entreprise a apporté une aide substantielle à l'école communale de Mouila et à l'École Polytechnique de Masuku ainsi qu'au CES de Mandji qui ont bénéficié des travaux d'aménagement, d'équipements en matériel informatique et pédagogique et de soutien multiforme.

La Santé au-delà des obligations contractuelles



Dans le secteur de la Santé, dans une perspective durable, l'approche d'Addax Petroleum a consisté à rompre la dépendance des communautés vivant autour de ses zones d'opération avec ses services opérationnels.

Depuis son implantation dans les cantons Doubanga-Dourembou aux confins du Département de Ndolou, les structures sanitaires de l'entreprise ont souvent accueilli les populations riveraines pour des soins ponctuels et même pour des évacuations d'urgence vers Port-Gentil. C'est dans le but d'autonomiser les populations en matière de santé que le Centre Médical de Mandji

a été entièrement rénové et réhabilité afin de pouvoir accueillir les patients provenant de l'ensemble du département de Ndolou. La réhabilitation de ce Centre Médical en 2014 a permis de la doter d'une nouvelle maternité entièrement équipée.

Cet investissement financé sur le Fonds FDCL est venu compléter un dispositif qui comptait déjà un dispensaire implanté au village Omengo, soutenu par l'entreprise et entièrement dédié aux communautés locales. Au-delà de la zone d'opération, c'est à Port-Gentil qu'Addax Petroleum s'est associé à l'Ong MGEBF pour promouvoir la santé de la Mère et de l'Enfant. Entre 2013 et 2015, une campagne de dépistage gratuit de VIH et l'achat d'un appareil à CD4 ont caractérisé l'action de l'entreprise au profit des populations démunies de la capitale économique. Plus de 8000 personnes ont bénéficié de ce programme.

L'Environnement et la biodiversité: Les espèces protégées

La responsabilité sociale d'Addax Petroleum s'étend au-delà de la sphère strictement sociale.

Entreprise citoyenne et respectueuse des normes en matière d'environnement de sécurité, Addax Petroleum s'investit également dans la biodiversité et la préservation des espèces protégées. Partie-prenante du Programme PROLAB piloté par son partenaire CBG avec l'appui du Ministère de l'Environnement et du WWF, l'entreprise œuvre depuis plus de cinq ans à la préservation des espèces protégées rencontrées dans le couloir industriel situé entre les parcs nationaux de Loango et de la Moukalaba Doudou.

Ce programme qui associe également d'autres opérateurs pétroliers a déjà permis de limiter considérablement le braconnage et sensibiliser les populations sur la loi en vigueur en la matière. Plus récemment, suite à la reprise de la gestion du champ pétrolier d'Akondo sur le permis Salsich, Addax Petroleum a établi des contacts avec l'ANPN en vue du renouvellement du partenariat de préservation de la faune et de la flore dans parc national de Wonga Wongue.

La Culture en partage

Sur le volet culturel, l'initiative phare d'Addax Petroleum est portée par un partenariat unique avec la Mairie de Port-Gentil dans le cadre du sponsoring du Festival Mandji Culture.

Depuis son lancement en 2014, cet événement populaire a permis à l'entreprise d'apparaître dans l'opinion comme un acteur engagé dans la défense de la diversité culturelle locale.

Des félicitations et des encouragements du Gouvernement ont été adressés à APOGG pour sa contribution à la promotion de la culture gabonaise. En deux éditions, le Festival Mandji Culture a donné l'occasion aux artistes Port-Gentillais de disposer d'une vitrine et d'une scène pour valoriser leur talent. Ce partenariat fructueux a été récemment renouvelé pour trois années supplémentaires.

Au cours de la cérémonie officielle de renouvellement du partenariat, M. Thierry Normand, Directeur Général, a rappelé que «la diversité culturelle fait partie des valeurs clés du groupe Addax Petroleum. La culture est la seule ressource immatérielle, durable et renouvelable que nous avons en partage» a-t-il soutenu.

La Culture en partage

Sur le volet culturel, l'initiative phare d'Addax Petroleum est portée par un partenariat unique avec la Mairie de Port-Gentil

dans le cadre du sponsoring du Festival Mandji Culture. Depuis son lancement en 2014, cet événement populaire a permis à l'entreprise d'apparaître dans l'opinion comme un acteur engagé dans la défense de la diversité culturelle locale.

Des félicitations et des encouragements du Gouvernement ont été adressés à APOGG pour sa contribution à la promotion de la culture gabonaise. En deux éditions, le Festival Mandji Culture a donné l'occasion aux artistes Port-Gentillais de disposer d'une vitrine et d'une scène pour valoriser leur talent.

Ce partenariat fructueux a été récemment renouvelé pour trois années supplémentaires. Au cours de la cérémonie officielle de renouvellement du partenariat, M. Thierry Normand, Directeur Général, a rappelé que «la diversité culturelle fait partie des valeurs clés du groupe Addax Petroleum. La culture est la seule ressource immatérielle, durable et renouvelable que nous avons en partage» a-t-il soutenu.

“ *La diversité culturelle fait partie des valeurs clés du groupe Addax Petroleum. La culture est la seule ressource immatérielle, durable et renouvelable que nous avons en partage.* ”

L'eau et l'électricité pour le bien-être des populations

Le bien-être des communautés est aussi une préoccupation d'Addax Petroleum dans la perspective d'un développement durable des communautés. C'est dans ce sens que l'accès à l'eau, à l'électricité et à l'emploi constituent également des axes d'action de premier plan. C'est dans ce sens qu'un projet d'électrification des sept villages des cantons Doubanga et Dourembou a été livré aux populations en présence du Préfet du Département de Ndolou et du Président du Conseil Départemental de la même contrée.

Les travaux d'électrification des sept villages ont été ordonnés il y a un an par le Comité d'Investissement Social de la société Addax Petroleum Oil & Gas Gabon (APOGG). Il s'agissait de l'aboutissement d'un projet qui incluait la dotation de groupes électrogènes de 22 Kva de dernière génération à chacun des villages bénéficiaires, de l'éclairage public, ainsi que la mise en place d'un réseau d'électrification alimentant plus de cent foyers à travers les deux cantons. Les travaux ont été réalisés avec la main d'œuvre locale. Ce projet d'électrification va se poursuivre par une seconde phase qui devrait consister à remplacer progressivement les groupes électrogènes par un dispositif d'électrification par énergie solaire. Cette phase, au même titre que le projet d'adduction d'eau potable et dont les études sont en cours, sera financée par le Fonds contractuel de développement des communautés locales (FDCL).

EDOH KOSSI AMENOUNVE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES (BRVM)

LATITUDE MONDE : Comment se décline l'approche Développement Durable de la BRVM ?

Edoh Kossi AMENOUNVE : La BRVM fait partie des six plus grosses Bourses du continent africain en termes de capitalisation boursière. Elle s'inscrit dans les mêmes problématiques auxquelles font face la majeure partie des places financières dans le monde, à savoir rapprocher aussi bien la finance et l'éthique, que l'économie et le développement durable, pour jouer pleinement son rôle au sein de l'économie de ses pays membres.

Au niveau de notre marché sous régional, la bonne gouvernance des entreprises et la responsabilité environnementale et sociale des sociétés cotées est un enjeu majeur, capable de transformer positivement et durablement le milieu dans lequel nous vivons.

Aussi, la BRVM est en train de mettre en place plusieurs séries de mesures qui pourront aller de la sensibilisation des sociétés cotées à la création d'indices verts intégrant nos sociétés les plus respectueuses de l'environnement, en passant par la formation aux bonnes pratiques de gestion et de gouvernance.

Les sujets étudiés sont importants et variés, comme on l'a vu le 8 Mars 2016 dernier à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, où la BRVM a organisé une cérémonie « Ring The Bell » pour la promotion du genre en partenariat avec l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (UN Women). Cette cérémonie s'inscrit dans notre approche durable à 360 degrés.

LATITUDE MONDE : La BRVM est membre de la « Sustainable Stock Exchanges Initiative » (SSE). Quels sont les bénéfices de cette adhésion ?

Edoh Kossi AMENOUNVE : La BRVM a pris la décision de devenir partenaire de l'initiative SSE des Nations Unies à la fin de l'année 2015 et a reçu un courrier d'acceptation le 10 Février 2016.

Au niveau des avantages à joindre le pro-

gramme, nous pouvons dire qu'il y a :

- Une image positive du marché financier régional aussi bien au niveau local en tant qu'acteur de développement de la société et de l'économie, qu'au niveau international en faisant partie d'une initiative reconnue, marque de leadership ;
- Un facteur d'attractivité vis-à-vis d'investisseurs internationaux de plus en plus sensibles à la notion de finance éthique ;
- Une structuration et une organisation de la politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) de la BRVM et du DC-BR ;
- Une promotion de la Gouvernance d'Entreprises, levier de croissance de nos économies ;
- Des échanges de ressources et des meilleures pratiques de travail sur les thématiques de développement durable avec des places boursières expérimentées en la matière.



LATITUDE MONDE : Quels sont les mécanismes mise en place par la BRVM pour arrimer de manière constante, la notion de Responsabilité aux activités boursières des entreprises cotées ?

Edoh Kossi AMENOUNVE : Les mécanismes déjà mis en place ou en cours d'étude sont en phase avec les 17 ODD (Objectifs de développement durable) mis en place par tous les états membres de l'ONU en Septembre 2015 afin de lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030.

Nous insistons bien entendu sur les bonnes pratiques de gestion au sein de nos sociétés cotées et sur l'amélioration de la diffusion des informations financières, la sensibilisation à l'éthique dans le milieu financier, et la promotion des énergies renouvelables. La promotion de la bonne gouvernance pourra faire partie désormais des critères déterminants dans les dossiers d'admission à la cote.

Certains exemples de mesures concrètes à l'étude sont :

- L'intégration d'indicateurs environnementaux dans les informations relatives aux sociétés cotées ;
- Le renforcement de la prise en compte de ces indicateurs chez les investisseurs ;
- Le développement de nouveaux produits financiers socialement responsables et leur promotion au niveau du grand public ;
- La promotion du genre ;
- Etc.

LATITUDE MONDE : Pour finir, un message à faire passer ?

Edoh Kossi AMENOUNVE : La BRVM est persuadée que les marchés financiers ont leur rôle à jouer dans ce nouvel engagement pour plus d'éthique dans la finance, notamment en développant la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et l'Investissement Socialement Responsable (ISR) au niveau de l'Afrique.

C'est dans ce but qu'elle a choisie de devenir partenaire de l'initiative Sustainable Stock Exchanges des Nations Unies, afin de participer pleinement à cette plateforme d'échanges et d'actions concrètes.

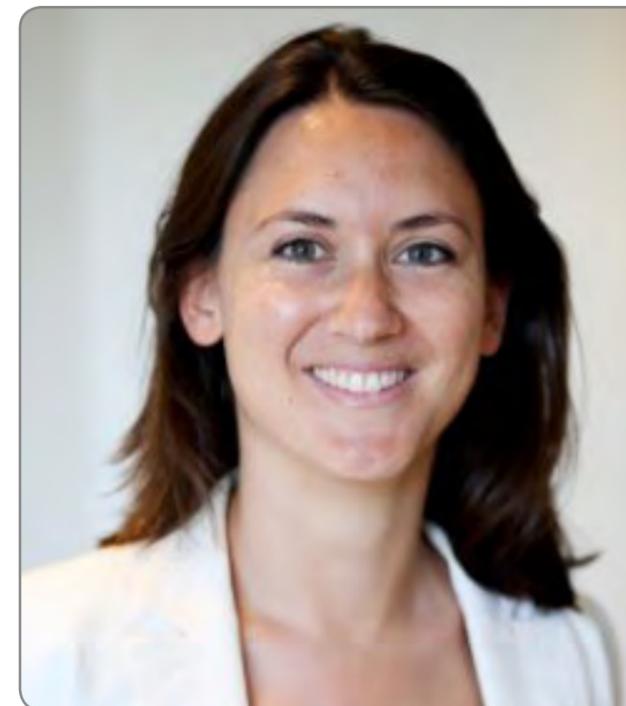
LA RSE COMME LEVIER DE PERFORMANCE POUR LES PME AFRICAINES

Élodie Nocquet, en tant que Directrice ESG (Environnement, Social et Gouvernance) et impact chez Investisseurs et Partenaires (I&P), accompagne l'équipe et les entreprises partenaires dans l'amélioration de leurs pratiques et la mesure de leur performance extra-financière. Elle a été précédemment chargée d'investissement chez I&P et chef de projet dans une entreprise de levée de fonds. Elle est diplômée d'HEC et titulaire d'un master en économie du développement de la Sorbonne.

Investisseurs et Partenaires (I&P, www.ipt.com) est un groupe d'investissement d'impact créé en 2002 par Patrice Hoppenot et dirigé depuis 2011 par Jean Michel Severino. Il a pour mission de promouvoir le développement de PME africaines rentables et responsables. I&P a réalisé plus de soixante opérations par le biais de plusieurs véhicules d'investissement. I&P compte une trentaine de collaborateurs à Paris et dans sept bureaux africains.

Quel rôle peut jouer un fonds d'investissement comme Investisseurs et Partenaires dans l'intégration par les PME de pratiques environnementales, sociales, et de gouvernance ?

La vocation d'I&P est d'encourager l'essor d'entrepreneurs responsables, à la tête de petites et moyennes entreprises africaines qui optimisent leur impact sur leurs parties prenantes locales. Dans cette perspective, nous cherchons à promouvoir une stratégie environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) pleinement intégrée aux opérations de l'entreprise et porteuse de valeur économique. Gérer les principaux risques – risque d'accident du travail par exemple – correspond tout simplement à un impératif de bonne gestion. Saisir les opportunités d'impact



positif – formations pour les employés par exemple – augmente la performance de l'entreprise, notamment à moyen et long terme.

Concrètement, l'étude d'un projet d'investissement se traduit par de nombreuses missions auprès de l'entreprise pour acquérir une véritable connaissance de ses activités et de l'entrepreneur. Un bilan des pratiques ESG de l'entreprise est dressé ; il comprend par exemple l'évaluation des pratiques de rémunération et de contractualisation avec les employés, des conditions de travail et de sécurité dans l'entreprise et le cas échéant, chez ses fournisseurs, des systèmes de traitement des effluents et déchets, etc. À partir de ce bilan, une notation des risques ESG et de leur gestion est réalisée.

L'objectif n'est pas de sanctionner les pratiques des PME, mais d'identifier avec les entrepreneurs des pistes d'amélioration – en s'appuyant notamment sur des projets existants. Les enjeux principaux font l'objet d'actions prioritaires, l'ensemble étant formalisé au travers d'un plan d'actions ESG.

Pour pallier le manque de moyens humains et financiers, les dispositifs d'assistance technique proposés par certains investisseurs sont particulièrement utiles à la mise en œuvre des actions ESG au sein des PME. Chez I&P, l'accès à des subventions de la Banque européenne d'investissement et de FISEA, un fonds d'investissement détenu par l'AFD et géré par Proparco, permet ainsi de cofinancer tout un panel de missions d'accompagnement conduites par des spécialistes externes.

La RSE joue-t-elle un rôle dans la sélection des projets d'investissement ?

Nous utilisons une grille d'analyse des impacts attendus de nos projets d'investissement, pour évaluer, de façon chiffrée, la contribution de ces projets aux objectifs d'impact d'I&P: promouvoir l'entrepreneuriat africain, créer des emplois décents, donner accès à des biens et services utiles et générer des opportunités pour des fournisseurs ou distributeurs locaux, tout en préservant l'environnement.

Par ailleurs, les entreprises partenaires s'engagent, dans leur documentation juridique, à mettre en place et à suivre un plan d'action ESG, une personne référente étant désignée pour la mise en œuvre. Cette obligation juridique est bien acceptée, mais ne constitue pas le levier le plus efficace pour faire progresser les entreprises. La sélection d'entrepreneurs engagés et l'accompagnement d'I&P contribuent beaucoup plus efficacement à la réussite de la démarche.

Les actions ESG doivent en effet s'inscrire dans une stratégie d'ensemble et être portées par l'entrepreneur. Il est nécessaire d'aborder ce sujet au plus tôt dans le processus d'instruction d'un projet afin de s'assurer de l'adhésion de l'équipe de direction et d'identifier avec elle toutes les possibilités d'amélioration. Ce qui se traduit, sur le plan financier, par le chiffrage de certains investissements (recours à des énergies renouvelables par exemple) ou de certains coûts (mise en place d'une assurance santé par exemple). Les actions ESG envisagées doivent faire l'objet d'une « feuille de route » assortie d'un calendrier,

aussi bien pour fixer les ambitions de long terme que pour définir les priorités à court terme. S'il participe au conseil d'administration de l'entreprise, l'investisseur peut d'ailleurs veiller à ce que la politique de RSE soit régulièrement évoquée dans les instances de gouvernance.

Quels sont vos axes prioritaires d'intervention ?

Dans le cadre du bilan ESG, nous nous assurons que les PME garantissent à leurs employés un travail décent, au sens de l'Organisation Internationale du Travail. Il s'agit d'un axe majeur d'analyse qui concerne notamment la création d'emplois, le niveau des salaires, la protection sociale, les conditions de travail, les droits au travail, l'équité homme-femme et le dialogue social. La sécurité des travailleurs, parfois négligée dans les PME, fait l'objet d'actions prioritaires dans les plans d'actions ESG annuels (mise en conformité des équipements, ateliers de sensibilisation, etc.).

Dans le domaine de la protection sociale, nous avons conduit l'année dernière une étude de faisabilité sur les systèmes d'assurance maladie offerts par nos entreprises partenaires et les avons formés à ce sujet. Depuis, nous avons mis en place un dispositif concret d'accompagnement des entreprises partenaires, avec l'appui financier de FISEA.

Notre objectif est de faciliter les démarches des PME et d'explorer avec elles la mutualisation de certains systèmes de prévention - gestion des statistiques, mise en place de médecins du travail communs à plusieurs entreprises, par exemple. 80% de nos entreprises partenaires ont désormais un système de couverture maladie pour leurs employés et 40% ont mis en place ou amélioré ce système depuis l'investissement d'I&P.

Nous visons à terme une couverture universelle pour tous les employés des PME partenaires. Une façon de démultiplier l'impact des PME sur leurs employés : pour chaque employé couvert, toute une famille peut bénéficier de soins de santé.

Sur le plan environnemental, l'évaluation de l'empreinte carbone des entreprises est menée chaque année sur l'ensemble du portefeuille récent. Elle permet d'identifier, à l'échelle de chaque entreprise et du portefeuille, les principales sources d'émissions de CO2.



Cette analyse suscite au sein des entreprises des réflexions sur la gestion des véhicules, sur les pratiques d'approvisionnement, sur l'efficacité énergétique des procédés ou sur le recours aux énergies renouvelables. Les économies d'énergie intéressent fortement les entrepreneurs dans des pays où l'électricité est particulièrement chère.

Pour les projets fortement consommateurs, une analyse des enjeux énergétiques réalisée avec l'appui d'experts permet d'identifier les opportunités d'amélioration.

“ *Une bonne gouvernance passe également par une intégrité irréprochable, à tous les échelons de l'entreprise* ”

Pour les projets industriels, il est possible d'intégrer au plan d'investissement des équipements favorisant les économies d'énergie. Sur une échelle qui reste modeste, l'objectif est de découpler la croissance de l'activité des PME et de leurs émissions carbone.

Quel rôle la RSE peut-il jouer sur la performance des PME partenaires ?

Pour I&P, la RSE est avant tout un levier de performance et c'est ainsi que le sujet est présenté à nos entrepreneurs partenaires. Pour être pérennisées, les actions ESG doivent engendrer des effets positifs pour les parties prenantes, mais également pour l'entreprise elle-même : le bénéfice d'actions ESG intégrées aux opérations devient vite évident, mais gagne à être chiffré pour renforcer l'attention qui lui est accordée. Si pour certaines actions, telles que les économies d'énergie, le gain est rapide, direct et aisément quantifiable, d'autres impacts sont plus complexes à mesurer.

L'instauration d'un suivi du taux d'absentéisme ou du taux de rotation des employés peut par exemple apporter des indications intéressantes sur la réussite des actions sociales, même si c'est de façon plus indirecte. Pour la gestion de certains risques, le coût, parfois prohibitif, « de ne pas faire » pourra être mis en avant : coût des pénalités de redressement fiscal, conséquences financières d'un accident en cas de non-conformité par rapport aux règles de sécurité, entre autres exemples.

Faire d'une démarche ESG un enjeu de performance passe aussi par une bonne gouvernance. L'entrée d'I&P au capital va systématiquement de pair avec la mise en place d'organes de représentation des actionnaires, pour piloter l'entreprise de façon concertée. Cette gouvernance mieux partagée permet de rompre l'isolement dans lequel certains entrepreneurs se trouvent ; ils restent en outre maîtres des opérations au quotidien, I&P poursuivant une stratégie d'investissement minoritaire.

Une bonne gouvernance passe également par une intégrité irréprochable, à tous les échelons de l'entreprise. Malgré la complexité du contexte, I&P est intransigeant vis-à-vis de la corruption et des mauvaises pratiques – quitte à renoncer à un investissement.

ELODIE NOCQUET,
Directrice ESG et Impact chez Investisseurs et Partenaires (I&P)

CHAMPIONS & SME AFRICA FORUM

LIBÉRER LE POTENTIEL DES ENTREPRISES AFRICAINES



3^E ÉDITION

ABIDJAN
LES 17 & 18 NOVEMBRE 2016

AMÉLIORER L'ACCÈS AU FINANCEMENT ET LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

HÔTEL RADISSON



www.africa-smechampions.com



Interview de François-Xavier Jeuland, fondateur et président de la fédération française de domotique, membre de la Smart Building Alliance et auteur du livre « la maison communicante (Eyrolles 2012).

LATITUDE MONDE : Pourquoi avoir créé une Fédération de la domotique ?

François-Xavier JEULAND : La domotique évolue très vite. Elle fait converger de nombreuses filières et métiers différents. Notre idée de départ était de mettre autour de la table l'ensemble des métiers des filières concernées. On a trop souvent tendance à négliger l'aspect global de la domotique. Or elle intègre les notions d'énergie, d'objets connectés, de Télécom, d'électroménager ou encore d'audiovisuel. Tous ces métiers doivent être partie prenante dans le renouveau de la domotique et dans l'avènement du marché de l'habitat connecté.

La démarche de fédération, lancée il y a deux ans, reflétait cette approche globale. Aujourd'hui, nous avons 300 membres. Tous les métiers sont représentés. Nous avons des opérateurs comme Orange, des fournisseurs d'énergie comme EDF, des fabricants comme Siemens etc. Nous avons accueilli des gens de la conception : constructeurs, architectes, bureaux d'étude ainsi que 88 domoticiens-intégrateurs qui représentent environ la moitié de nos membres. Ils ont besoin de se retrouver dans des structures qui leur permettent de dialoguer avec les fabri-

cants, les distributeurs, les chercheurs. Ils ont besoin d'une vision globale de ce qui existe et va exister, ainsi que d'une approche prospective. Ils ont également besoin de partager leurs compétences. En effet, personne ne peut qu'il maîtrise l'ensemble de la domotique, tant il y a de nouveautés. A travers les travaux des commissions, nous leur offrons de nouvelles perspectives et de la veille technologique, ce qui leur permet de développer des compétences complémentaires. Pour 2015, nous nous orientons vers le thème de la maison connectée : la domotique 2.0, qui nous tient tous à cœur.

LATITUDE MONDE : Comment la domotique est-elle devenue cruciale ces dix dernières années ?

François-Xavier JEULAND : Longtemps, la domotique a été réservée à 3 secteurs : le bâtiment tertiaire, avec la Gestion technique du bâtiment (GTB), pour la gestion de l'énergie, très lourd, mais très efficace. Le second domaine était celui du luxe (villas et appartements de prestige). Enfin, il y avait le secteur du handicap, pour donner de l'autonomie à des personnes handicapées. Au fil du temps, notamment sous la triple impulsion de l'apparition des

smartphones/tablettes, de la prise de conscience environnementale et de l'internet des objets, une convergence s'est mise en place, pour dessiner un monde du smart building très dynamique, dans les domaines du tertiaire, de l'hôtellerie, de la silver économie, de la maison passive et de l'habitat connecté.

LATITUDE MONDE : Comment l'internet des objets va-t-il bénéficier au smart building ?

François-Xavier JEULAND : Avec la GTB et les systèmes traditionnels, on était dans une impasse. On ne peut pas en effet généraliser et démocratiser à grande échelle ces solutions, notamment pour des raisons financières : ce sont des systèmes qui coutent cher et sont lourds à maintenir. L'internet des objets, quant à lui, est abordable. On peut commencer sur des petites fonctions. On a tous chez soi des réseaux et l'infrastructure existe déjà. L'internet des objets permet de démarrer petit et de s'adapter au fil de ses besoins. On arrive à cette génération 2.0 qui réconcilie le monde de l'IT et celui de l'énergie. Tant que ces deux mondes étaient cloisonnés, on était dans une impasse. Aujourd'hui, il y a un vrai avenir, une convergence.

LATITUDE MONDE : Quelles seront selon vous les principales évolutions à attendre dans la domotique dans les années à venir ?

François-Xavier JEULAND : Il y a tellement d'enjeux et d'entreprises qui sont impliquées dans la recherche et développement que cette convergence va se faire lentement. Entre la domotique 1.0 et 2.0, on assiste à une évolution vers la mise en place d'un vrai protocole de convergence. Parce que l'IT permet de passer outre la guerre de l'interopérabilité.

Mais lorsqu'on voudra la vraie performance, la vraie fiabilité, des vrais produits grand public pérennes, je pense qu'on aura besoin d'une nouvelle plateforme. Des Google, des Apple, des Samsung travaillent sur ces sujets. Cela va permettre à tous les acteurs, que ce soit des fournisseurs d'énergie, des opérateurs ou des grandes surfaces de travailler dans le même sens. Aujourd'hui, il y a encore beaucoup d'offres qui ne sont pas cohérentes, ce qui empêche à long terme, d'avoir des solutions pérennes.

Une nouvelle plateforme mettra tout le monde d'accord, comme l'IP en informatique il y a 20 ans. On n'a pas encore l'IP du smart building : c'est sans doute la prochaine évolution. A plus long terme, on s'attend au développement de la notion d'intelligence artificielle. Aujourd'hui on est encore dans la notion de pilotage, de contrôle commande etc.

A terme, un smart building réussi est un bâtiment dans lequel la technologie sera invisible. Bien sûr, il faudra garder la main. Mais 99% du temps, un building

doit être autonome, sensible, capable d'anticiper, d'apprendre de l'utilisateur et de le décharger de toute la gestion. Personne n'a envie de gérer sa maison en se levant le matin.

Aujourd'hui, une maison, c'est quelques objets connectés. Demain, il s'agira de plusieurs centaines. Il va falloir de la technologie, de la puissance de calcul, des processeurs. Il va falloir des solutions pour gérer tout cela. Entre les deux, il y aura sans doute une étape de simplification. Il faudra faire de la pédagogie et mettre le système domotique dans les mains de l'utilisateur. Pour résumer, je crois qu'il y a au moins 3 étapes à attendre dans l'évolution de la domotique :

1. Plus de cohérence au niveau de la plateforme.
2. Plus de cohérence au niveau des interfaces.
3. Un bâtiment relativement autonome, sensible à son environnement.

LATITUDE MONDE : Quels sont les services dans le smart building, qui peuvent être contrôlés à distance, décentralisés ?

François-Xavier JEULAND : Les objets connectés permettent d'envisager quasiment tout dans le cloud : traitement, stockage, pilotage, analyse, mise en relation, excepté la notion de mesure. Il y a un moment où il faut savoir ce qui se passe dans un bâtiment, ce qui est forcément local. C'est le rôle des capteurs et détecteurs.

En fait, tout le futur du smart building pourrait être imaginé dans le cloud car on peut y faire dialoguer les équipements

de la maison, même s'ils ne parlent pas le même langage. Cela nécessite de vrais réseaux, de la bande passante, mais surtout de la redondance. Lorsqu'on a pratiquement toute l'intelligence du bâtiment à l'extérieur, il faut être rassurant. La technologie n'est acceptée que si l'utilisateur est rassuré. C'est le monde du « zéro défaut » dans lequel on n'est pas encore entré. Mais à partir du moment où on aura réglé ces questions de redondances, pratiquement toutes les fonctions pourront être exportées.

LATITUDE MONDE : Comment ces dispositifs changent-ils la façon dont l'humain se comporte dans les buildings ?

François-Xavier JEULAND : L'humain n'a pas envie de passer du temps à gérer son environnement. La technologie doit nous décharger de toute cette partie-là. Le premier effet de ces technologies, c'est de rassurer l'utilisateur. Je veux la certitude que, quoi qu'il arrive, mon bâtiment saura gérer l'événement. Si on me dit qu'on va répondre à mes préoccupations, consommer le moins possible, assurer mon confort et garantir ma sécurité, je vais pouvoir me décharger de cette partie-là. Je crois que c'est ce que l'on attend de ces technologies. Schématiquement, on peut faire un parallèle avec l'informatique. Le smart building en est là où était l'informatique il y a 30 ans. A la vitesse où vont les choses, on n'aura vraisemblablement pas besoin de 30 ans pour arriver au plug and play dans la domotique.



VOUS ÊTES
UNE ENTREPRISE
CHAMPIONNE AFRICAINE

UNE MULTINATIONALE
AYANT UNE FILIALE EN AFRIQUE

SOYEZ FIERES DE VALORISER
VOTRE CONFIANCE AUX PME ET
TPE LOCALES À TRAVERS
L'ENGAGEMENT LATITUDE MONDE



LATITUDEMONDE

POUR PLUS D'INFOS

WWW.LATITUDEMONDE.COM / CONTACT@LATITUDEMONDE.COM



ADDAX
PETROLEUM

Addax Petroleum est un leader international dans le secteur de l'exploration et la production (E&P) de gaz et de pétrole dont les actifs et les équipes sont repartis sur quatre continents. La stratégie de l'entreprise se concentre principalement en Afrique, Europe et au Moyen-Orient et fait partie intégrante du Groupe Sinopec depuis août 2009.

Addax Petroleum met en place une stratégie de croissance ambitieuse avec pour objectif la production de 500 000 b/j d'ici à 2015, celle de 2012 étant en moyenne de 168 645 b/j.

L'entreprise compte actuellement plus de 1100 collaborateurs actifs sur ses différents sites d'activité.

www.addaxpetroleum.com



La Fondation s'engage...

... pour la santé, l'éducation et l'environnement

Son but premier de soutenir les communautés défavorisées en renforçant leurs capacités et leur autonomie. À ces fins, la Fondation investit dans des projets sociaux en Afrique, au Moyen-Orient et en Chine.

Partenariats : la Fondation octroie des subventions aux organisations et institutions qui conçoivent, élaborent et conduisent des projets de développement durable.

www.addhopefoundation.org

AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM



Libérer le potentiel RSE des Entreprises africaines

Le Forum des Entreprises Africaines pour LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les 20 et 21 février 2017

Hôtel Labourdonnais,
Port-Louis/Maurice

Inscrivez-vous sur le site du forum
www.africa-businessforpeople.com